

ZAD URBAINE CONTRE LE PROJET IMMOBILIER A'RIVE

Nous sommes des militant.e.s et habitant.e.s de Cureghem révoltés par la gentrification, elle-même régie par des intérêts économiques privés et le laisser-faire des autorités. Depuis cette nuit, des dizaines de personnes occupent les bâtiments situés sur la Digue du Canal, à Anderlecht, déclarant ainsi une occupation politique contre le projet immobilier de logements de luxes de BPI et Immobil.

Il s'agit d'un nouveau blocage car il fait suite à de nombreuses attaques déjà subies par le projet de logements de luxe. Un collectif d'habitant.e.s (Collectif Pas de Tour à Anderlecht) est en effet constitué depuis plusieurs années et a donné lieu à des interpellations communales, des mobilisations de quartier et une pétition.

IEB (Inter-environnement Bruxelles) a attaqué en justice les permis du projet, ayant déjà abouti à la suspension du permis d'environnement, et a constitué un dossier d'investigation ayant créé la polémique sur BPI et Immobil tout particulièrement ("Dans la gueule de la promotion immobilière", février 2022).

Une occupation politique des lieux s'était déjà déroulée en novembre et décembre 2021 afin de dénoncer le projet et de le mettre sous les projecteurs des médias et du quartier, souvent porté à l'écart. Cette occupation avait pris fin par une expulsion de la police.

Cette nouvelle occupation, prenant la forme d'une ZAD (Zone à Défendre) urbaine, rappelle la détermination à bloquer le projet. Nos revendications restent les mêmes que tou.te.s les habitant.e.s, collectifs et associations s'étant opposés au projet, dénonçant que ce projet est désastreux. Désastreux parce qu'il ne propose que des logements hors de prix alors que de nombreuses personnes ont du mal à se loger décemment.

Désastreux parce que ce projet ferait augmenter le prix des loyers dans tout le voisinage proche et le long du canal, ce qui obligerait de nombreuses familles à quitter le quartier. Désastreux parce que la vie du quartier, ses commerces, ses activités seraient impactées par l'arrivée de nouveaux habitants bien plus fortunés : produits de consommation plus chers, espaces publics fermés, sur-répression des personnes trainant dans l'espace public... Il s'agit bien d'un processus de gentrification à bloquer par tous les moyens.

Si ce projet voit le jour, c'est parce que la commune d'Anderlecht et la Région bruxelloise ont décidé d'accorder ce droit à Immobil et BPI, deux requins de l'immobilier. Après avoir exproprié les pôles économiques et sociaux donnant vie à l'époque à cet endroit, ils laissent ces bâtiments aujourd'hui à l'abandon, laissant croire que seul leur projet sauvera ce lieu du sinistre, alors qu'ils sont la cause même de ce sinistre. Ils pourront grâce à cela se faire de l'argent sur le dos du quartier et de ses habitant.es. Encore une fois, les pouvoirs publics travaillent main dans la main avec les entreprises privées sans se préoccuper des intérêts de la population.

Pourtant les intérêts du quartier tentent toujours de se faire entendre. Des jeunes demandent régulièrement un endroit pour pouvoir se poser, sans devoir formellement faire partie d'une association. Des parents demandent plus d'activités accessibles pour leurs enfants. Des personnes en galère de logements cherchent sans relâche des habitations abordables, sans tomber dans les mains de marchands de sommeil. Beaucoup souhaite un endroit où se rencontrer entre personnes du quartier, sans que tout soit lucratif, et donc excluant.

Dans ce sens, nous dénonçons les projets d'été proposés main dans la main par les promoteurs et la commune, telle que la Guinguette de la Mouette, amenant des personnes plus aisées des autres communes mais ne tenant pas compte des besoins du quartier.

Pour ces raisons, et car les autorités ne veulent rien entendre, nous avons repris en main le ressort de ces bâtiments. Nous exigeons que les autorités régionales et communales annulent ce projet et prennent réellement en compte les besoins des habitant.e.s de Cureghem et des alentours. En attendant d'avoir cette garantie, nous tiendrons ce bâtiment hors de portée des autorités et de leur police, nous y proposerons des activités pour le quartier, et le mettrons à disposition de tou.te.s comme lieu de rencontre et d'initiatives.

Un collectif de militant.e.s et habitant.e.s du quartier de Cureghem »